

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**HARMONISATION DES REGLES DE GESTION DU
PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA CREATION DE LA
COLLECTIVITE DE CORSE : LE TEMPS DE TRAVAIL**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

L'article 11 de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 précise que « dans un délai de six mois à compter de la date de sa première installation, l'Assemblée de Corse délibère sur le régime indemnitaire et les conditions d'emploi qui s'appliqueront à l'ensemble des personnels au plus tard au 1er juillet 2019, sans préjudice de l'article L. 5111-7 du code général des collectivités territoriales. Cette délibération détermine également les modalités de mise en œuvre de ce dispositif. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de cette délibération, les agents nouvellement recrutés bénéficient du régime indemnitaire et des conditions d'emploi qui étaient applicables à l'emploi auquel ils sont affectés ».

Pour répondre à cette obligation très contraignante en termes de délai, la collectivité a opté pour une démarche de construction progressive.

En effet, dans le contexte de la fusion 6 mois après sa création, la Collectivité ne dispose pas d'un référentiel métier harmonisé et d'une organisation hiérarchique et fonctionnelle stabilisée permettant de procéder à la définition précise des régimes horaires et du temps de travail adaptés aux besoins opérationnels.

De plus, dans la démarche de construction du futur temps de travail des agents de la Collectivité de Corse, le cadencement de mise en œuvre doit tenir compte des contraintes techniques importantes liées à la coexistence de trois systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) et au Système de gestion automatisée du temps de travail (SGATT) qui n'est déployé que dans deux des trois anciennes collectivités.

Enfin, le calcul des droits des agents, pour des raisons techniques doit être réalisé en année pleine. Pour ces raisons, le temps de travail actuel sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Ainsi et afin de permettre l'ouverture d'un dialogue social constructif, tout en respectant le cadre réglementaire, une mise en œuvre cadencée a été actée et initiée par adoption de deux premières délibérations distinctes :

- une délibération cadre qui définit les principes de maintien du temps de travail actuel jusqu'à l'adoption du dispositif définitif,
- une délibération qui sera proposée à une date ultérieure et adoptera le temps de travail et les cycles de la Collectivité de Corse à compter de janvier 2020, sur la base des textes réglementaires en vigueur.

La délibération qui est l'objet du présent rapport, doit permettre de poser un premier cadre de travail qui sera décliné de façon opérationnelle, en différents cycles

horaires sur la base de l'organisation stabilisée de la Collectivité de Corse et du référentiel métier harmonisé actuellement en construction. Ceci sera fait en concertation avec les organisations syndicales en 2019.

Le détail de ces modalités de gestion figure en annexe au présent rapport.

Pour élaborer ce régime définitif en matière de temps de travail, un premier cycle de réunion de travail avec les organisations syndicales a été ouvert dans le prolongement du premier Comité Technique de la collectivité de Corse qui s'est réuni le 14 mars dernier.

Le temps de travail applicable aux Directeurs Généraux, Directeurs et Directeurs Adjointes, Secrétaires Généraux et chargés de mission auprès des Directeurs généraux a fait l'objet d'un examen séparé par le Comité Technique le 11 juillet dernier et a reçu un avis unanimement défavorable des organisations syndicales. Un nouveau rapport sera donc soumis ultérieurement au Comité technique puis à l'Assemblée de Corse.

Je vous précise que le présent rapport est sans incidence financière.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer.